



## **Note politique : 10 octobre 2024**

**Didier Dufau**

### **Petit résumé pour les nuls des causes de l'impasse budgétaire, économique et sociale française**

À un moment où un algérien condamné pour viol et sous OQTF s'installe à sa libération à l'entrée du bois de Boulogne avec une hache pour violer et tuer une étudiante, enterrée ensuite à la va-vite, ou un jeune immigré, « chouf » à 12 ans et devenu « shooter » à treize, massacre un chauffeur de taxi un peu rétif, où les narco-trafiquants paradent dans plusieurs villes en toute impunité tout en faisant flamber les commissariats et les voitures de police, où M. Mélenchon passe de la bordélisation des institutions politiques (municipalité, parlement, université) à l'appel à l'intifada en France, où M. Macron prouve une de fois de plus qu'il a complètement largué les amarres, avec des déclarations insensées, il est difficile de détourner les yeux vers des questions bassement économiques.

Seulement voilà : dépenses et déficits publics risquent de mettre le pays sur la paille à très court terme et on peut s'interroger sur la panoplie budgétaire proposée par le gouvernement, qui utilise à nouveau toutes les formes de prélèvements considérées comme astucieuses, lénifiantes et insensibles, avec le narratif anti-riche habituel. On s'appuie à nouveau sur une présentation alambiquée « made in Bercy » qui ne permet pas de se faire réellement une idée de ce qui est en cause. Cela peut paraître habile, dans les circonstances. Faute de majorité, ce « gouvernement du désespoir » serait contraint au cynisme et aux vieilles recettes au cynisme. L'important serait de faire passer la pilule pour contrer d'urgence la glissade des déficits en train d'engloutir l'avenir français, sans trop se préoccuper de réformes de structure ni de faire baisser les dépenses. Augmenter les prélèvements, c'est rapide et en présentant bien les choses,

cela passe toujours, même si nous sommes dans le pays le plus taxé du monde. Taxons les riches, entreprises ou particuliers, taxons les retraités, taxons les propriétaires, taxons l'énergie, étendons l'impôt là où son introduction tardait. En fait taxons tout le monde et ne faisons aucune réduction réelle des dépenses sinon une « réduction des augmentations ». Au total nous aurons une aggravation du taux de prélèvement, sans régler aucune difficulté de fond et sans arrêter la moindre glissade, mais au nom « du courage de la vérité » !

Alors n'hésitons pas à contempler d'un peu plus près l'éléphant qui trône au milieu de la pièce politique : la dette et son compagnon, les prélèvements hystériques, correspondant aux dépenses publiques dont les élites se sont énamourées depuis 50 ans.

**D'où vient la dette ?** Nous disons qu'elle provient de deux sources principales : des récessions périodiques et des retraites prises trop tôt.



Comme on ne parle jamais des récessions, nous reproduisons ce graphique qui montre les conséquences de la crise terrible de 2008 alors que Nicolas Sarkozy était aux manettes. La dette qui était à 35 % du PIB est passée à 95 %, pendant le quinquennat, soit une augmentation proprement gigantesque.

Si on s'intéresse au temps long on s'aperçoit que les déficits des retraites représentent près de 75 % de la dette durable. Le financement de la retraite étant prélevé sur les salaires, la moindre récession creuse le déficit des retraites. **Retraite par répartition et récessions forment le couple maudit qui enfante la dette.**

Depuis le retour des récessions, en 1973, à la suite de l'abandon des disciplines de Bretton Woods, la principale réponse fiscale a d'abord été la TVA qui frappe la consommation quelle que soit l'origine du produit,

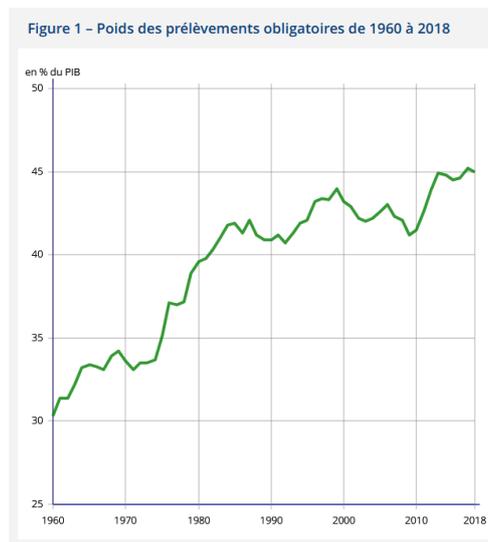
national ou importé. L'invention de Maurice Lauré est passée d'un taux de 13 % à l'arrivée de Giscard à 20 %, provoquant une perte de pouvoir d'achat de 7 %.

Pour la CSG, de Michel Rocard, l'évolution est encore pire ;

TAUX HISTORIQUES DE LA CSG	
Date d'acquisition des produits	Taux de CSG applicable
1996	0,5 %
1997	3,9 %
Entre le 1er janvier 1998 et le 1er juillet 2004	10 %
Entre le 1er juillet 2004 et le 1er janvier 2009	11 %
2009 et 2010	12,1 %
Entre le 1er janvier 2011 et le 1er octobre 2011	12,3 %
Entre le 1er octobre 2011 et le 1er juillet 2012	13,5 %
Entre le 1er juillet 2012 et le 31 décembre 2016	15,5 %
Depuis le 1er janvier 2017	17,2 %

**Le taux global des prélèvements sociaux est de 17,2 % (CSG de 9,2 %, CRDS de 0,5 % et prélèvement de solidarité de 7,5 %).**

Ces deux pompes à fric ont créé une perte de revenu de 17 % à la source du revenu et de 7 % à l'emploi du revenu résiduel pour consommer. Elles apportent plus de 400 milliards à l'État.



La hausse des taux globaux de prélèvements a suivi !

Le Général de Gaulle voulait qu'on maintienne les prélèvements autour du tiers du PIB. Giscard comme ministre des Finances et plus tard comme Président va vouloir dépasser toutes les limites et parviendra à un taux de

40 %. Ensuite le poids de la compensation sociale des diverses récessions ajoutera 5 points de PIB de prélèvements de plus. A eux seuls les prélèvements purement fiscaux de 543 milliards d'euros représentent le tiers de la valeur ajoutée des entreprises.

En vérité le taux de prélèvements réel, si on enlève toutes les astuces pour en masquer la réalité, est supérieur à 50 %, probablement autour de 52 % en 2023. Si l'État impose des dépenses qu'il ne finance pas, il provoque un prélèvement. S'il augmente des tarifs qui frappent tout le monde, comme le prix de l'énergie, c'est aussi une forme de prélèvements qui ne dit pas son nom.

Imaginons qu'on veuille réduire l'imposition à une « flat tax » universelle. Il faudrait qu'elle soit de 50 % ! Réaliste ? Imaginons une nation qui se crée : lui proposeriez-vous une flat tax à 50 %. Vous passeriez justement pour un cinglé. Nous, en France, nous y sommes et il faudrait ne pas dire que c'est une situation folle ?

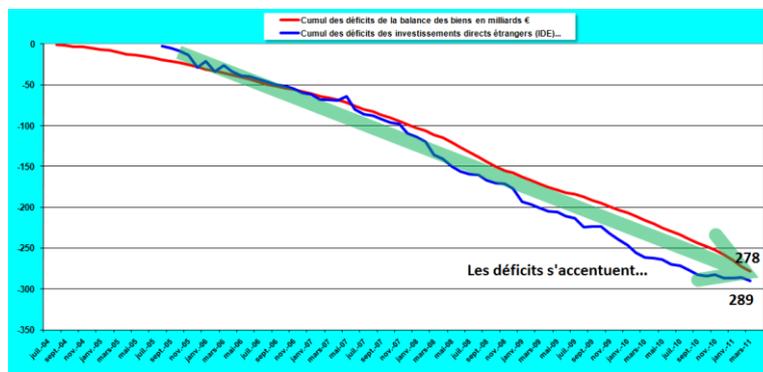
Oui, tout cela est **une totale folie** rendue possible par la capture du pouvoir politique par la haute fonction publique, étatiste et socialisante. Désireuse d'arbitrer la société, elle l'a tuée consciencieusement par les trois seuls moyens qu'elle maîtrise : imposer ou taxer, subventionner, réglementer. Giscard, Chirac, Balladur, Juppé, Villepin à droite, Fabius, Rocard, Jospin, Hollande, Macron à gauche, cela fait beaucoup de spécialistes de la subvention, de la réglementation et de l'imposition.

Aucun n'a voulu s'attaquer aux systèmes monétaires désastreux qui ont remplacé les accords de Bretton Woods. Les alternances politiques ont suivi régulièrement les récessions, sauf lors des dissolutions. Le vainqueur a été celui qui n'était pas au pouvoir lors de la récession et qui prétendait en calmer les conséquences en distribuant des « cadeaux au peuple ».

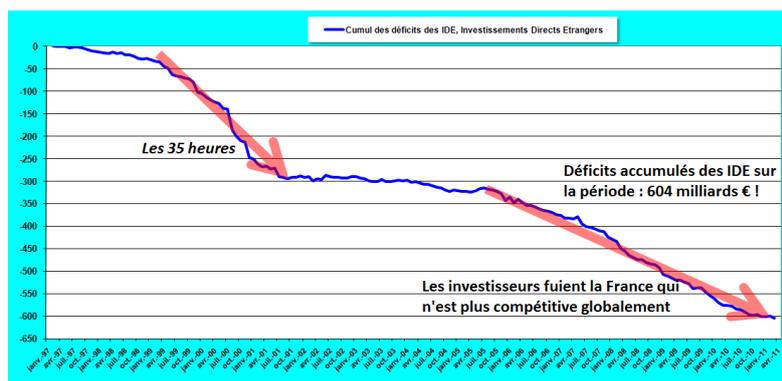
On dira que François Mitterrand est celui qui a fait le plus de dégâts avec la retraite à 60 ans, l'IGF et le traité de Maastricht qui a mis fin à l'indépendance française. C'est vrai. Mais aucun des Énarques qui ont accompagné ou suivi n'a plus jamais souhaité revenir sur ces fantaisies mortifères, après l'échec du couple Chirac-Balladur lors de la première cohabitation. Rocard a tout rétabli et ajouté la CSG. Toutes les grandes entreprises para-étatiques ont été consciencieusement ruinées par le passage d'énarques (ou de polytechniciens) à leur tête : SNCF, Poste, EDF,

AREVA, Air France, grands ports... Régionalisation et construction européenne ont ajouté deux étages de dépenses du plus.

Les déficits extérieurs proviennent certes du choix de faire payer aux entreprises le Welfare state, mais surtout des 35 heures.



Les investissements des Français à l'étranger commencent à excéder les investissements étrangers en France. Et on n'ose parler de start-up nation !



Source : Jean Pierre Chevallier

La France est une « start-out nation » qui a organisé l'exil de ses forces économiques.

Sur les causes du décrochage français, il n'y a aucun doute. Les récessions périodiques, la réduction massive du temps de travail (retraite précoce, jours fériés, 35 heures, absences massives notamment dans la fonction publique), les crédits à zéro pour cent à gogo, et l'excès d'imposition ont bloqué l'investissement dans la production.

On connaît tous par cœur les mesures structurelles d'urgence qu'il faudrait mener à terme, indépendamment de l'échenillage nécessaire de politiques particulières inutiles :

- L'interdiction faite à la haute fonction publique d'être candidat aux élections. Les personnels à statut ne doivent pas venir s'imposer du fait de leur avantage de sécurité de carrière au jeu démocratique. Il leur est possible de démissionner de leur statut et de rejoindre ainsi toutes les possibilités politiques.
- L'interdiction du cumul de plusieurs rémunérations publiques, notamment les retraites et le plafonnement des revenus au maximum de la catégorie considérée.
- La réforme de la zone Euro pour interdire grands déficits et grands excédents (imposition d'un prélèvement progressif sur les hauts excédents).
- Action déterminée de long cours pour la réforme du système monétaire international, ce qui suppose de rétablir une situation budgétaire correcte pour pouvoir parler haut et fort.
- Rétablissement du tarif extérieur commun aux frontières de l'Union Européenne.
- 1 800 heures de travail minimum par an, avec une durée de travail hebdo de 40 heures, 4 semaines de congés payés et une réduction des absences pour maladies vénielles ou imaginaires en passant partout à quatre jours les absences non rémunérées.
- Retraite pour tous à 66 ans sans aucune exception.
- Immigration de travail exclusivement.
- Suppression des gratuités non fondamentales avec ticket modérateur partout où nécessaire.
- Flat tax sur les revenus d'épargne, financiers ou immobiliers.
- Suppression de l'IFI
- Suppression des impôts de succession sur le domicile principal.
- Suppression des régions et des doublons avec l'Union Européenne.
- Abandon des lois écologiques sans fondement et financièrement démentes (Loi ZAN, loi sur l'isolation des logements, lois de décarbonation hystérique portant sur l'énergie et les transports).  
Retour aux luttes normales et sensées contre les diverses pollutions.
- Abandon des politiques malthusiennes en agriculture et restauration de nos capacités exportatrices.
- Retour à des politiques d'encouragement des naissances.
- Retour à la sélection et à l'excellence dans le système d'enseignement
- Restauration de la tranquillité publique.

La politique de réduction du CO2 en France est une folie totale que le tableau ci-joint prouve définitivement :

GHG emissions intensity for period 2019 -2022

Country	GDP PPP 2022	Emissions/GDP PPP		GDP PPP change		Emissions change		Emissions/GDP PPP change		
		2022	2021-2022	2021-2022	2021-2022	2021-2022	2019-2020	2019-2021	2019-2022	
World	139438	0.386	3.4%	1.4%	-2.0%	-0.7%	-2.0%	-3.9%		
China	25685	0.611	3.0%	0.3%	-2.6%	-0.4%	-3.5%	-6.0%		
United States	21565	0.279	2.1%	1.6%	-0.5%	-6.1%	-6.6%	-7.0%		
EU27	20479	0.175	3.6%	-0.8%	-4.3%	-2.1%	-2.1%	-6.3%		
India	10057	0.392	7.0%	5.0%	-1.8%	0.2%	-2.0%	-3.8%		
Japan	5210	0.227	1.0%	0.6%	-0.4%	-1.1%	-2.0%	-2.4%		
Russia	4027	0.641	-2.1%	-1.0%	1.1%	-1.2%	0.2%	1.3%		
Indonesia	3419	0.363	5.3%	10.0%	4.5%	-2.9%	-4.4%	-0.1%		
Brazil	3250	0.403	2.9%	-2.4%	-5.2%	3.1%	3.2%	-2.1%		
United Kingdom	3136	0.136	4.1%	0.2%	-3.7%	2.6%	-0.5%	-4.2%		
Türkiye	2816	0.244	5.6%	3.1%	-2.3%	1.6%	-1.0%	-3.3%		
Mexico	2492	0.329	3.1%	7.1%	3.9%	1.6%	0.4%	4.4%		
South Korea	2347	0.309	2.6%	-0.7%	-3.2%	-3.6%	-3.4%	-6.4%		
Canada	1906	0.397	3.4%	3.2%	-0.2%	-3.3%	-5.2%	-5.3%		
Saudi Arabia	1821	0.445	8.7%	3.9%	-4.4%	3.7%	3.0%	-1.5%		
Australia	1325	0.431	3.6%	1.7%	-1.8%	-3.8%	-7.8%	-9.5%		
Argentina	1038	0.369	5.2%	1.2%	-3.8%	6.7%	1.8%	-2.1%		
South Africa	807	0.663	2.0%	-2.5%	-4.5%	-3.7%	-8.7%	-12.8%		
Germany	4503	0.174	1.8%	-1.1%	-2.8%	-3.7%	-1.0%	-3.8%		
France	3126	0.138	2.6%	-2.8%	-5.2%	-1.4%	0.7%	-4.5%		
Italy	2579	0.153	3.7%	0.5%	-3.1%	-0.4%	-0.4%	-3.5%		

Source: JRC, 2023

Le CO2 français est en baisse coûteuse alors qu'il ne représente qu'une fraction ridicule de l'augmentation dans le monde. On ne se ruine littéralement pour rien ! D'autant plus que la responsabilité du CO2 dans les modifications climatiques est aujourd'hui fortement contestée par des prix Nobel indiscutablement compétents.

De même, il est facile de demander à chaque ministère une liste de politiques à abandonner car sans réel intérêt et créant une gabegie sans justification suffisante. .

A la Culture : supprimer les Frac

A la Santé ; supprimer les ARS et convertir les 18.000 fonctionnaires cat A en médecins et infirmières, redonnant le pouvoir aux chefs de service avec un contrôle de gestion confié au privé.

A la Justice : supprimer l'appel pour les décisions de cour d'assises.

Aux armées : supprimer le projet de Rafale sans pilote pour une politique de drones pas chers.

A l'Education nationale : supprimer l'enseignement de l'arabe dans les petites classes et réduire de moitié l'absentéisme administratif et le périscolaire.

....

Etc. On peut trouver près de 50 milliards d'économie simplement en abandonnant des politiques stupides, dépassées, démagogiques et sans vraies justifications dans le fatras des mesures votées et reconduites automatiquement sans discussion.

On dira : vous ne convaincrez personne à l'international de revenir sur les systèmes monétaires dysfonctionnels. L'Union européenne vous interdit de supprimer les régions. Les Français ne veulent pas travailler plus et se révolteront. Le retour des hauts fonctionnaires dans leur pré carré administratif ne passera pas puisqu'ils tiennent tout le système. Vos réformes de structure, personne n'en veut. La folie verte est maintenant installée et vous ne pourrez pas « réduire la réduction » du CO2 aussi inutile qu'elle soit.

Dans un pays où un président désavoué dans les urnes se permet de casser les institutions, où la gauche social-démocrate se rallie à un mouvement trotskiste révolutionnaire qui veut s'appuyer sur les masses musulmanes violentes et qui prône l'intifada dans le pays, où la manif violente est sacralisée, et où l'information est contrôlée et construite, avec nazification des contestataires, où le pouvoir a déserté les institutions françaises au profit de la Commission européenne, évoquer des réformes de structures raisonnables et bénéfiques vaut d'être voué au mieux aux gémonies et au pire être accusé de stimuler la révolution sociale. D'accord ! Alors que fait-on ?

Annoncer qu'on va frapper fiscalement les 0.6 % les plus riches de la population en prélevant aussitôt 4 milliards sur les 17 millions de retraités, puis en frappant l'électricité d'une nouvelle taxe subie par tous ? Ruser avec les niches fiscales ? Chercher les ressources indolores ou qui passent inaperçues ?

On peut évidemment se contenter de demi-mesures, avec un déclin général dans tous les domaines et laisser le pays s'enfoncer dans la perte. « On le fait depuis 50 ans cela durera bien encore 5 ans » comme disait Chirac. Notre pays est tellement fragile ! Ou peut-être même essayer de la jouer fine pendant 50 ans à nouveau. Bien sûr nous serons un narco-territoire du tiers-monde probablement à la 60e place pour le revenu par tête et sous l'autorité des Mollahs. Et alors ?

Hélas ce glorieux plan n'est même plus jouable. À 3 500 milliards de dettes en 2025, c'est le financement de la France qui s'arrêtera brutalement privant de ressources tous ceux qui dépendent de l'État pour vivre dont les 17 millions de retraités, les 5 millions de fonctionnaires, les 7 millions de chômeurs, les autres millions de pensionnés à divers titres, sans parler des intermittents du spectacle, en même temps que toutes les activités qui dépendent de versements publics seront arrêtées en tout ou en partie.

Ce n'est pas 60 milliards qu'il faut trouver.

Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du FMI, avait récemment évoqué 100 milliards sur une longue période. Avec les derniers développements, on n'en est plus là.

Jacques de Le Rosière évoque dans son dernier livre 200 milliards sur cinq ans. C'est l'hypothèse basse. Mais optimiste !

En fait il faut trouver 200 à 300 milliards de recettes supplémentaire disponible pour l'État dans les trois à cinq ans. Au taux actuel de 50 % de prélèvement, la France doit savoir produire 400 à 600 milliards de valeur ajoutée supplémentaire dans la période. **Impossible sans augmenter drastiquement le temps de travail et la productivité.**

Il ne faut pas se tromper parce qu'on sait déjà ce que sera le scénario catastrophe : les marchés cessent de financer ; l'État prélève directement une partie des réserves liquides des Français (30 à 40 % des comptes courants et assimilables). Effondrement de l'activité. Fuites de l'argent et des Français dynamiques. Révoltes diverses. Triomphe de la rue et des narco trafiquants faute de moyens de répression. Disruption partout dans la zone Euro et dans l'union Européenne. Apparition de ligues, dont certaines armées. La faillite radicale, à la grecque, à la libanaise, à la nicaraguayenne, à la vénézuélienne. Rien que du bonheur !

Cela se joue maintenant. **L'heure des réformes de structure vient de sonner** alors que le chaos politique provoqué par Emmanuel Macron paralyse les institutions. Il y a des destitutions qui se perdent. LR doit s'emparer du diagnostic et le faire connaître de façon tonitruante. Le gouvernement doit corroborer ce constat effroyable et le présenter au Parlement et au pays. À chacun de prendre ses responsabilités, même si ce gouvernement est en risque de tomber. Et présenter le plan au referendum ne serait pas une mauvaise chose. Se contenter de godiller, forme

ondulatoire du en même temps, en sachant qu'il n'y aura pratiquement aucune réduction réelles, importantes et pérennes des dépenses publiques, seulement un ralentissement de la hausse (avec une hausse des dépenses restant supérieure à l'inflation et au taux de croissance, ainsi qu'une hausse de la dette avec des taux supérieurs au taux de croissance) en reconstituant sans le dire une forme d'ISF sur les riches est pour LR un suicide programmé, même si le gouvernement passe le cap du budget. Le manque de sincérité au nom de la sincérité affichée est une grimace, pas une habileté. Les postures et les astuces politiciennes vaseuses se paient toujours au prix fort.

Il fallait former ce gouvernement et le diriger. Mais par pour pêcher à la ligne dans le marigot. On n'avait pas besoin de LR pour cela.